

Le Conseil de sécurité s'apprête à enjoindre à Israël de rompre avec al-Qaïda

par Thierry Meyssan

Israël a participé à l'expulsion des Casques bleus de la zone tampon du Golan, en août 2014, et a confié depuis deux ans ce territoire à al-Qaïda dont il assure la logistique. Puis, Benjamin Netanyahu a annoncé son intention de violer la résolution 338 et d'annexer le Golan occupé. C'en était trop. Les États-Unis et la Fédération de Russie ont décidé de rappeler Tel-Aviv à l'ordre.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 2 JUILLET 2016

ESPAÑOL ITALIANO عربي TÜRKÇE DEUTSCH



Le 17 avril 2016, Benjamin Netanyahu narguait la communauté internationale en organisant un conseil des ministres sur le plateau du Golan et en déclarant qu'il ne le rendrait jamais à la Syrie.

Le Conseil de sécurité devrait prochainement adopter une résolution co-rédigée par les États-Unis et la Fédération de Russie sur la Force des Nations unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD), c'est-à-dire sur les casques bleus chargés de s'interposer entre Israël et la République arabe syrienne sur le plateau du Golan.



45 casques bleus fidjiens ont été faits prisonniers par al-Qaïda, puis libérés après le virement d'une rançon sur un compte bancaire.

Le 28 août 2014, le Front al-Nosra (al-Qaïda) parvenait à s'introduire dans la zone tampon et à prendre en otage 45 casques bleus fidjiens. Désobéissant aux ordres des Nations unies, des casques bleus philippins tentèrent de les sauver. En définitive, des casques bleus irlandais accompagnés de soldats israéliens parvenaient à établir le contact avec les jihadistes. À l'issue de longues négociations, l'Onu refusait de retirer al-Nosra de la liste des organisations terroristes, mais décidait de verser une rançon par virement bancaire (!). La libération des otages n'était pas annoncée par l'Onu, mais depuis Londres par l'Observatoire syrien des Droits de l'homme, une ONG servant de couverture au MI6. Jamais les Nations unies n'ont motivé leur ordre de laisser tomber les Fidjiens, ni entrepris d'enquête sur le compte bancaire d'al-Qaïda.



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu vient féliciter les jihadistes d'al-Qaïda soignés en Israël.

Depuis lors, il n'y a plus de casques bleus pour assurer l'application de la résolution 338, ce rôle étant dévolu à al-Qaïda. Lorsque des jihadistes sont attaqués et blessés par l'armée arabe syrienne, ils se replient en territoire israélien et sont soignés au Ziv Medical Centre, puis raccompagnés par l'armée israélienne à la frontière pour reprendre le combat.

Le 17 avril 2016, Israël s'était livré à une provocation, organisant un

Conseil des ministres sur le Golan. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu avait alors déclaré que son pays n'appliquerait jamais la résolution 338 et ne restituerait jamais le Golan.

Le 14 juin 2016, l'ancien Premier ministre Ehud Barak avait dénoncé la politique irresponsable de M. Netanyahu et appelé les dirigeants israéliens à le renverser par tous les moyens.



Les soldats israéliens ont confié la zone tampon à al-Qaïda en lieu et place de la FNUOD.

Le projet de résolution stipule notamment :

► « Le Conseil de sécurité souligne qu'il ne devrait y avoir aucune activité militaire des groupes d'opposition armés dans la zone de séparation et prie instamment les États Membres de signifier clairement aux groupes d'opposition armés syriens présents dans la zone d'opérations de la FNUOD qu'ils doivent cesser toute activité risquant de mettre en danger les soldats de la paix et laisser au personnel des Nations Unies la liberté dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat en toute sécurité ;

► Demande à tous les groupes autres que la FNUOD d'abandonner toutes les positions de la Force ainsi que le point de passage de Qouneïtra et de restituer les véhicules, les armes et tout autre matériel appartenant aux Casques bleus ; »

Pendant soixante ans, Israël a dénoncé le danger du terrorisme arabe et musulman. Cependant, sur le Golan, il a aidé à expulser la FNUOD et confié la zone tampon à al-Qaïda.

Après deux ans de violation du Droit international, le Conseil de sécurité devrait donc redéployer la FNUOD et enjoindre Israël de cesser son soutien à l'organisation terroriste.

L'État d'Israël n'a jusqu'à présent respecté presque aucune des

résolutions du Conseil de sécurité le concernant.

Thierry Meyssan

Source : « Le Conseil de sécurité s'apprête à enjoindre à Israël de rompre avec al-Qaïda », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 2 juillet 2016, www.voltairenet.org/article192708.html